

Transports publics de la région lausannoise SA

Développement des métros automatiques m2-m3

Acquisition du système CBTC par mandats d'étude parallèles (MEP) portant sur les études et la réalisation

ACCORD DE CONFIDENTIALITÉ

Nom du candidat :
(entreprise unique ou
pilote du consortium)
Ci-après le « CANDIDAT »

Adresse :

Code postal, localité :

Pays :

**Prénom et nom du
(des) responsable(s) *** :

Position hiérarchique :

Date :

Signature(s) *

* Seules les personnes habilitées à engager l'entreprise peuvent signer le présent document. En signant le présent document, le CANDIDAT confirme avoir pris connaissance de l'accord de confidentialité pour l'établissement de son offre.

L'accord de confidentialité est destiné en premier lieu à assurer la sécurité des informations de l'adjudicateur, transmis au CANDIDAT dans le cadre de la procédure de marché public. En conséquence, les réserves sur les dispositions des présents documents ne sont pas acceptées, sous peine d'exclusion.

Le présent accord de confidentialité doit être retourné à l'adjudicateur avec la ou les signature(s) requise(s) avant que celui-ci ne transmette au CANDIDAT les pièces du dossier d'appel d'offres.

Table des matières

1	Préambule	3
2	Etendue de la confidentialité	3
3	Mise en œuvre de la confidentialité	3
4	Durée.....	4
5	Sanctions en cas de violation de la confidentialité	5
6	Propriété intellectuelle.....	5
7	Interprétation	5
8	For et droit applicable.....	5

1 Préambule

La société des Transports publics de la région lausannoise SA, ayant son siège social, Ch. du Closel 15, CP 1020 Renens 1, Suisse, immatriculée sous le numéro CH-550.0.053.352-0 (ci-après dénommée « l'ADJUDICATEUR ») a publié une procédure sélective pour attribuer des mandats d'étude parallèles (MEP) portant sur le CBTC (ci-après dénommée « la PROCEDURE »), dans le cadre du projet de développement des métros automatiques m2-m3 (ci-après dénommé « le PROJET »). Dans ce cadre, vous avez eu et/ou aurez accès à des informations confidentielles que nous souhaitons protéger. Aussi, préalablement à la remise des documents techniques dudit dossier d'appel d'offres, vous permettant de constituer votre dossier de candidature, les règles et procédures de confidentialité suivantes doivent être acceptées par votre société.

2 Etendue de la confidentialité

Sont considérées comme confidentielles :

- toutes les informations de quelque nature que ce soit (techniques, financières, juridiques, commerciales, stratégiques, informatiques, salariales, etc.) relatives au PROJET et à l'ADJUDICATEUR, qui vous ont été et/ou vous seront transmises soit sous forme matérielle (support physique tel que document, brochure, etc.), soit sous forme immatérielle (oralement, moyens électroniques ou audiovisuels, etc.). Pour les besoins du présent document, ces informations confidentielles sont dénommées ci-après « INFORMATIONS ». Sous réserve pour vous d'en rapporter la preuve, les INFORMATIONS n'incluent pas les informations (i) qui sont déjà connues de vous, sans obligation de secret, avant leur transmission, (ii) que vous obtenez de tiers, de manière légitime et sans obligation de secret, (iii) qui sont du domaine public ou y tombent par la suite sans qu'il y ait eu de votre part violation des engagements pris au titre des présentes ou (iv) pour lesquelles l'ADJUDICATEUR vous indique par écrit qu'il leur a retiré leur caractère confidentiel ;
- (i) toutes les fournitures (matériel, pièce, logiciel, document, etc.) fabriquées, développées ou créées par vous à partir d'INFORMATIONS ou contenant de telles INFORMATIONS, ou dont le caractère confidentiel a été précisé par l'ADJUDICATEUR en raison de leur aspect sensible ou stratégique, ainsi que (ii) tout support physique contenant une INFORMATION, qui vous est communiqué par l'ADJUDICATEUR et (iii) toute reproduction par vous d'un tel support. Pour les besoins du présent document, l'ensemble est dénommé ci-après « ELEMENTS ».

En cas de doute sur le caractère confidentiel d'une INFORMATION ou d'un ELEMENT, notamment toute information ou tout élément listé dans l'annexe 1 du document A21 *Règlement des MEP, degrés 1 et 2*, celui est traité comme s'il s'agit d'une information confidentielle.

3 Mise en œuvre de la confidentialité

3.1 Dès leur communication ou leur création, et ce pendant une période de trois (3) ans, vous vous engagez :

- à n'utiliser les INFORMATIONS et les ELEMENTS que pour le compte de l'ADJUDICATEUR ;
- à ne communiquer les INFORMATIONS et les ELEMENTS à quiconque à l'exception des membres de votre personnel ayant besoin de les connaître pour préparer le projet ou pour exécuter le ou les contrat(s) en rapport avec le PROJET que l'ADJUDICATEUR sera amené, le cas échéant, à vous passer, à moins que la communication s'avère nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant à votre contrôle. Dans le cadre de la communication des

INFORMATIONS et ELEMENTS aux membres de votre personnel, vous vous portez garant pour votre personnel du respect par lui du présent engagement de confidentialité dans le cadre du présent accord ;

- à ne reproduire sous quelque forme que ce soit les ELEMENTS que pour les seuls besoins de la PROCEDURE et le cas échéant de la ou des commande(s) ou du contrat.

Par dérogation à la période de trois (3) ans mentionnée ci-dessus, la période de confidentialité des ELEMENTS fabriqués, développés ou créés par vous durera jusqu'à la diffusion ou la publication de ces ELEMENTS par l'ADJUDICATEUR.

- 3.2 Vous prendrez toute mesure pour (i) empêcher l'accès des tiers aux ELEMENTS et INFORMATIONS (ii) prévenir la perte des ELEMENTS et des INFORMATIONS, notamment en effectuant la mise sous clés et/ou le verrouillage électronique ou informatique des ELEMENTS et des INFORMATIONS. En cas de perte, vous en informerez immédiatement l'ADJUDICATEUR.
- 3.3 Dans la mesure où la réalisation du ou des contrat(s) en rapport avec le PROJET nécessiterait le recours à la sous-traitance, vous vous engagez à soumettre les différents sous-traitants à l'agrément exprès de l'ADJUDICATEUR et à leur imposer par écrit une obligation de confidentialité identique aux présentes, à en justifier à l'ADJUDICATEUR à première demande et à vous porter garant du respect par eux d'une telle confidentialité.
- 3.4 Tous les ELEMENTS fabriqués, développés ou créés par vous devront porter la mention « confidentiel » et mentionner leur appartenance à l'ADJUDICATEUR, étant toutefois précisé que vous conservez bien entendu l'ensemble des droits que vous détenez sur les méthodologies et méthodes d'analyse, le savoir-faire et l'expérience acquis, lesquels ne peuvent en aucun cas constituer des ELEMENTS. Vous ne pouvez en aucune façon être limité dans la jouissance desdits droits.
- 3.5 Vous vous engagez à rendre à l'ADJUDICATEUR ou à détruire (dans ce cas vous devrez nous certifier par lettre la destruction), au moment de la remise du dossier de candidature, ou le cas échéant dès la fin d'exécution du contrat, tous les ELEMENTS et INFORMATIONS encore en votre possession, sous réserve d'une seule copie d'archive, uniquement à des fins de respect d'obligations légales, comptables ou réglementaires. S'il s'avère nécessaire que vous conserviez, pendant une période plus longue, la totalité ou une partie de ces ELEMENTS, vous devrez obtenir un accord préalable et écrit de l'ADJUDICATEUR, précisant la durée de cette période.
- 3.6 Vous autorisez l'ADJUDICATEUR à vérifier dans vos locaux, par des visites périodiques non programmées à l'avance, la bonne application des dispositions du présent engagement ; toutefois, une telle vérification opérée par l'ADJUDICATEUR ne pourra en rien vous décharger de l'obligation que vous avez de vous assurer qu'aucune INFORMATION ou ELEMENT, détenu par vous, ne puisse être transmis à des tiers dans des conditions enfreignant les dispositions des présentes.

4 Durée

Le présent accord prend effet à la, date de la première communication d'informations confidentielles et restera en vigueur pendant trois (3) ans.

Au-delà de cette période, les dispositions du présent accord demeurent réservées.

5 Sanctions en cas de violation de la confidentialité

Toute violation du présent accord de confidentialité pourra entraîner, le cas échéant, soit la rupture des négociations, soit la résiliation de la ou des commandes éventuelles ou du contrat éventuel. Dans ces trois cas, l'ADJUDICATEUR pourra réclamer en justice des dommages et intérêts en réparation de son préjudice.

Il est en outre rappelé que la divulgation ou l'usage d'informations confidentielles peut être de nature à entraîner la responsabilité pénale personnelle du divulgateur ou de l'utilisateur et de la personne morale qui l'emploie.

En qualité de CANDIDAT (puis, potentiellement, de participant aux MEP, et de lauréat des MEP, et donc d'adjudicataire), en cas de violation de ces engagements, vous devez verser une peine conventionnelle à l'ADJUDICATEUR. Le montant de cette peine s'élève à CHF 3'000.00 par infraction.

6 Propriété intellectuelle

Il est expressément convenu que l'ADJUDICATEUR, en vous communiquant les INFORMATIONS, ne vous concède aucune licence ni aucun autre droit sur les brevets, droits d'auteur, ou autres droits de propriété intellectuelle dont il est titulaire.

7 Interprétation

Les dispositions du présent accord prévalent sur toute clause éventuellement contraire, énoncée dans tout document contractuel par l'ADJUDICATEUR se rapportant aux INFORMATIONS ou ELEMENTS ci-dessus définis, relatif à une telle demande.

8 For et droit applicable

Le présent accord est régi par le droit suisse. En cas de contestation sur son interprétation ou son exécution, le for juridique est fixé à Lausanne.

Nous vous prions de bien vouloir exprimer votre accord sur les termes de la présente lettre en nous retournant l'original revêtu de la signature d'une personne habilitée, précédée de la mention « lu et approuvé ».